

La journée d'action, de grève et de manifestation du 9 avril se déroule dans un contexte de la banalisation des idées de l'extrême droite et de la droite extrême et de leurs « thèses » racistes, xénophobes, réactionnaires.

Ces idées, qui n'en sont pas d'ailleurs, sont un fléau qui anéantit les fondations de notre république sociale.

Il y a deux points à ne surtout pas sous-estimer dans les résultats des élections départementales et dans le niveau de l'abstention. Ces deux points sont d'une part la réforme territoriale et d'autre part les conséquences des politiques ultra-libérales :

-La réforme territoriale transforme profondément l'organisation du pays et pose la question de la démocratie puisque les lieux de décisions seront de plus en plus éloignés des populations.

Elle répond aux impératifs sans fin de compétitivité des grandes entreprises, par la mise en concurrence des territoires, la mise en cause des services publics avec un recours accru de l'externalisation et des partenariats public-privé. Cette réforme veut satisfaire aux exigences des marchés et des actionnaires.

En supprimant « l'entrave à la concurrence » que constitue la clause de compétence générale des collectivités, le gouvernement est sinistrement cohérent : il s'inscrit dans le cadre de la négociation du Grand Marché Transatlantique (TAFTA).

-Concernant le contexte économique et social, le gouvernement et le Medef portent une grande responsabilité.

Les choix stratégiques du gouvernement, appuyés par le patronat, veulent nous enfoncer dans une spirale inégalitaire et sans espoir.

Pour la CGT, les réponses aux besoins sociaux des salariés, des privés d'emploi et des retraités sont au cœur des solutions pour mettre fin à l'avancée de l'extrême droite.

La stratégie du patronat c'est d'exploiter les salariés, de les mettre en concurrence.

Pour la CGT, une autre répartition des richesses créées par le travail permettant de supprimer les inégalités sociales et le repli sur soi est nécessaire.

La CGT combat ce vieux discours de l'extrême droite qui veut faire croire que ce que vivent les salariés de notre pays serait de la faute de ceux qui viennent d'ailleurs pour travailler ici. Toutes les générations d'immigrés, y ont été confrontées. Or, regardons bien toute la richesse qu'elles ont apportée à notre pays, sur les plans économique et culturel.

Travailler des alternatives sociales, s'attaquer au coût du capital, c'est la meilleure façon de combattre l'extrême droite.

**Et c'est pour ces raisons que nous sommes rassemblés aujourd'hui, et aussi**

**Parce que nous voulons vivre de notre travail !**

Nous exigeons de porter le Smic à 1700 euros bruts, d'augmenter les minima sociaux, de dégeler les pensions de retraite et les porter au niveau du smic.

**Nous sommes rassemblés aujourd'hui, pour en finir avec le blocage des salaires des fonctionnaires !**

Le point d'indice, est bloqué depuis 2010. Ce blocage a aussi un effet négatif sur les niveaux des pensions des millions de fonctionnaires retraités.

Dans l'unité la plus large possible, la CGT est déterminée à gagner l'ouverture de négociations pour obtenir une augmentation significative des salaires dans les fonctions publiques.

**Nous sommes rassemblés aujourd'hui, pour exiger l'égalité effective des salaires entre les femmes et les hommes !**

Les discriminations que subissent les femmes restent fortes et tenaces. Les femmes ont un salaire en moyenne de 27% inférieur à celui des hommes, une retraite de 40% plus faible. Elles subissent le temps partiel et une grande précarité.

Exigeons tous ensemble, femmes et hommes de rendre effective cette égalité salariale.

**Nous sommes rassemblés aujourd'hui, pour préserver nos retraites complémentaires sans reculer l'âge de la retraite !**

Le Medef veut réduire le niveau des pensions, repousser et réduire les réversions, reculer l'âge de la retraite.

**Nous sommes rassemblés aujourd'hui, pour que les richesses créées ne soient pas pillées par les actionnaires !**

En moyenne, chaque salarié du privé travaille aujourd'hui 45 jours par an pour payer les dividendes des actionnaires alors qu'en 1981 cela représentait 10 jours de travail par salarié.

Les entreprises du CAC40 ont vu leurs bénéfices progresser de 33% en 2014. Pour elles, la crise est donc bel et bien derrière.

Nous exigeons un autre partage de cette richesse que nous créons par notre travail : pour que nos salaires augmentent, que nos qualifications et nos responsabilités soient reconnues. Pour développer les investissements productifs et la recherche. Pour financer la protection sociale.

**Nous sommes rassemblés aujourd'hui, pour développer et renforcer les services publics locaux !**

Nos villes, nos départements et régions font vivre des milliers d'entreprises et de services et sont souvent les premiers employeurs locaux. Le gouvernement entend réduire de 11 milliards € les dotations aux collectivités territoriales. Résultat, les investissements ralentissent et c'est toute l'activité économique, le développement des territoires, la satisfaction des besoins des populations et l'emploi qui en pâtissent.

Nous exigeons le maintien des financements, et des moyens humains. Ces services publics de proximité et de qualité doivent être préservés et développés sur tout le territoire.

**Nous sommes rassemblés aujourd'hui, parce que Sécu, retraite, santé nous y tenons !**

La Sécurité sociale, est l'objet d'attaques incessantes du patronat et du gouvernement. Il en résulte toujours plus de difficultés pour se soigner, vivre décemment sa retraite, élever ses enfants.

Le patronat, soutenu et accompagné par le gouvernement se désengage du financement de la Sécurité sociale solidaire pour la livrer au secteur privé assurantiel individuel et inégalitaire.

Nous défendons notre Sécurité sociale, notre système de retraite solidaire, notre système de santé.

**Nous sommes rassemblés aujourd'hui, pour dire non au projet de loi Macron !**

Adopté en force à l'Assemblée avec l'article 49.3, c'est un texte fondamentalement idéologique. Il est tentaculaire dans son contenu. Il touche à

de nombreux aspects du droit du travail et impacte plusieurs domaines économiques.

Macron veut des contrats de travail qui relèveront du droit civil, comme si employeurs et salariés étaient égaux !. Patronat et gouvernement veulent gagner le licenciement sans motif ! Gattaz n'a de cesse de le réclamer ! Gattaz affirme que « pour embaucher il faut pouvoir débaucher » ! La loi Macron c'est une torpille libérale contre le code du travail.

La loi Macron c'est : plus de facilités pour licencier ; le travail du dimanche et le travail de nuit et pas seulement pour le commerce ; la possibilité pour le patron de ne pas appliquer le Code du travail ; la mise à mort des conseils des prud'hommes ; la mise à mort de la médecine du travail ; la remise en cause du rôle de l'inspection du travail ; la remise en cause des instances représentatives du personnel. Et notamment du Comité d'Hygiène et de Sécurité (C.H.S.C.T) ...

Nous combattons la loi Macron. Comme nous combattons la loi sur le soit disant « Dialogue Social »

**Nous sommes rassemblés aujourd'hui, parce que pour gagner, il faut lutter !**

Oui d'autres choix sont possibles, pour le progrès social, pour la réponse aux besoins sociaux.

Et nous terminerons une nouvelle fois en citant Ambroise Croizat « ne parlez pas d'acquis sociaux mais de conquis sociaux, parce que le patronat ne désarme jamais »

**ALORS ALLONS-Y AVEC CONFIANCE ET AVEC DETERMINATION !**